



HAL
open science

La “ caribéanisation ” des États-Unis : mutations sociétales et réagencements spatiaux

Cédric Audebert

► **To cite this version:**

Cédric Audebert. La “ caribéanisation ” des États-Unis : mutations sociétales et réagencements spatiaux. *L'Information géographique*, 2022, Les États-Unis en 2022: une géographie sociale, 86, pp.19-40. 10.3917/lig.861.0019 . hal-03754909

HAL Id: hal-03754909

<https://hal.science/hal-03754909>

Submitted on 20 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « caribéanisation » des États-Unis : Mutations sociétales et réagencements spatiaux

Cédric Audebert

Directeur de recherche CNRS, Laboratoire Caribéen de Sciences Sociales (Université des Antilles)

Résumé

La lecture spatiale proposée vise à revenir aux fondements géopolitiques et historiques de la présence caribéenne aux États-Unis pour comprendre comment elle a contribué à diversifier la population du pays et à rendre plus complexe sa société. Dans un premier temps, la genèse du système migratoire caribéen aux États-Unis est analysée dans son contexte géopolitique et son cadre spatial à la fois transnational et métropolitain. Ensuite, l'article analyse la pluralité des schémas socio-spatiaux que les immigrations caribéennes donnent à voir, et qui traduisent la diversité des contextes régionaux et urbains nord-américains. Enfin, la réflexion interroge le potentiel de remise en cause des catégories ethno-raciales classiques étasuniennes par les présences caribéennes.

Mots-clés : Caraïbe – États-Unis – immigration – territoire – géographie – ville – ethnicisation.

Abstract

The proposed spatial approach aims at coming back to the geopolitical and historical foundations of the Caribbean presence in the United States as a way to understand its contribution to the diversity of the country's population and to the complexity of its society. First, the genesis of the Caribbean migration system in the US is analyzed through the migration legislation and the metropolitan and transnational patterns of the system. Then, the analysis considers how the diverse Caribbean immigrations display a variety of sociospatial schemes that expresses the singularity of regional and urban North American contexts. Finally, the paper addresses the potential for US ethnic and racial categories to be challenged by the Caribbean presences.

Keywords : Caribbean – United States – immigration – territory – geography – city – ethnicization.

Introduction

Les États-Unis demeurent l'une des sociétés dont l'évolution a été la plus étroitement liée à la migration internationale au cours des époques moderne et contemporaine. Chaque apport migratoire a contribué de façon décisive aux transformations de l'économie, de la société et du rapport au territoire. Après avoir été un moteur de la conquête territoriale, de l'avancée de la *frontier*, puis de l'industrialisation de régions entières et de la métropolisation, et avoir contribué à façonner de puissantes interfaces littorales au cœur de la mondialisation, l'immigration (14% de la population¹) reste aujourd'hui un élément majeur des mutations sociétales du pays (Baby-Colin 2017 ; Leriche 2016 ; Portes et Rumbaut 2014). La ville est au cœur de ce processus (Ghorra-Gobin 2000, 2003). Les évolutions démographiques et sociétales liées aux apports de populations nouvelles sont aussi potentiellement d'importants vecteurs de changement sociopolitique, notamment en ce qui concerne le rapport de la société aux catégories institutionnelles de l'altérité (Lacorne 2006). Tout en s'inscrivant dans la longue épopée du multiculturalisme étasunien, les apports migratoires contemporains renouvèlent les formes et les échelles de cette altérité.

Dans ce contexte, il apparaît pertinent de conduire une réflexion sur la manière dont les rapports à l'espace animent et traduisent les changements dans les rapports sociaux et culturels outre-Atlantique. Qu'ont apporté les expériences migratoires caribéennes à l'appréhension de ces mutations contemporaines ? Une approche spatialisée de ces expériences met en lumière une contradiction éclairante dans la compréhension de l'évolution actuelle des États-Unis : celle de la tension entre d'une part une catégorisation ethnique et raciale englobante s'incarnant dans les institutions, et d'autre part de nouveaux apports constamment renouvelés venant de fait la complexifier. Une appréhension des dynamiques sociales et spatiales des migrations caribéennes dans toute leur diversité offre une lecture fine, nuancée et mouvante de la diversité de la société étasunienne, au-delà de ce que donnent à voir les catégories politiques, sociales et culturelles classiques à travers lesquelles elle est généralement étudiée.

Les espaces de l'immigration caribéenne dans ce pays offrent des terrains d'étude éclairants de la rencontre (du télescopage ?) entre deux modèles civilisationnels bien distincts, et qui pourtant n'ont cessé de s'interpénétrer au fil des siècles dans cette partie des Amériques : d'un côté, la créolisation comme processus historique et l'hybridité comme fondement civilisationnel des sociétés caribéennes ; de l'autre, l'ethnisation du lien social portée par les institutions étasuniennes dans l'esprit de la devise *E pluribus unum*. Les interfaces historiques entre la Caraïbe et l'Amérique du Nord qu'ont été la Nouvelle Orléans au XIXe siècle et Miami au XXe siècle ont, chacune à leur époque et à leur manière, incarné dans la géographie locale l'interpénétration des deux aires géoculturelles. Aujourd'hui, si Miami reste une métropole-carrefour « paradigmatique » de la rencontre entre les deux Amériques (Portes et Stepick 1993, Nijman 2000, Audebert 2000, 2006, 2015, Girault 2015, Jolivet 2015), la pénétration mutuelle observée se déploie de manière plus diffuse dans diverses régions du pays.

L'objectif de cet article vise, à travers une lecture spatiale du processus, à revenir aux fondements géopolitiques et historiques de la présence caribéenne aux États-Unis pour

¹ L'effectif des immigrants recensés était de 44 933 000 individus sur une population totale de 328 240 000 habitants. Source : US Census Bureau, American Community Survey: 2019, 1-year estimates subject table.

comprendre comment elle a contribué à diversifier la population du pays et à rendre plus complexe sa société. Dans un premier temps, la genèse du système migratoire caribéen aux États-Unis sera analysée au prisme du contexte géopolitique et de la législation migratoire qui l'a façonné, et à travers son architecture à la fois métropolitaine et transnationale. Ensuite, nous verrons que les diverses immigrations caribéennes donnent à voir une pluralité de schémas socio-spatiaux qui traduisent la singularité des contextes régionaux et urbains nord-américains. Enfin, nous interrogerons le potentiel de remise en cause des catégories ethno-raciales classiques étasuniennes par les présences caribéennes.

I – La genèse du système migratoire caribéen aux États-Unis

La structuration du système migratoire caribéen aux États-Unis s'inscrit dans le cadre de relations historiques étroites entre les deux aires. Certaines villes des façades atlantique et sud ont occupé une fonction-clé dans ce dispositif et ont polarisé les flux et structuré les champs migratoires, à la faveur d'un changement de paradigme de la législation migratoire.

1.1. La géopolitique de l'immigration caribéenne aux États-Unis : interpénétrations régionales et politiques de migration

Les liens formalisés dès l'époque coloniale se sont consolidés au XIXe au moment où, après avoir achevé son expansion vers l'ouest, la superpuissance a fait du contrôle de sa façade méridionale une priorité géostratégique. La constitution d'une « méditerranée américaine » s'est appuyée sur une présence étasunienne militaire, diplomatique, économique, et culturelle forte dans la région. Au tournant du XXe siècle, l'annexion (Porto Rico), l'achat (Îles Vierges) et la mise sous protectorat (Cuba) de territoires accompagnent l'expansion des intérêts privés nord-américains dans les plantations et les grands chantiers de la région (Canal de Panamá, infrastructures portuaires et ferroviaires). Les *marines* interviennent quatorze fois dans la zone entre 1898 et 1914, et occupent même certains pays comme Haïti et Cuba (Audebert 2022). Dès cette époque, les interpénétrations réciproques matérialisées par les flux de marchandises, d'individus, de capitaux, et de valeurs culturelles ont scellé l'inscription du bassin caribéen dans l'orbite des États-Unis.

Les flux nord-américains contemporains d'affaires, de capitaux, d'informations, de touristes vers le bassin caribéen, et ceux du Sud vers la nouvelle puissance métropolitaine *de facto* (migratoires, culturels, bancaires, narcotiques) s'inscrivent dans le prolongement de ce legs historique. L'émigration antillaise contemporaine vers son voisin du Nord apparaît comme l'un des effets tangibles de la pénétration économique, militaire, politique et culturelle étasunienne dans la région, et plus globalement comme le produit de la relation asymétrique entre les deux espaces (Portes et Duany 2020). Quoique l'implantation récente de la Chine dans la zone vienne quelque peu nuancer la situation, les réseaux commerciaux, culturels, informationnels, et de transport, restent encore largement organisés et polarisés par les États-Unis.² Les mouvements internationaux de population inscrits dans ces réseaux régionaux en reproduisent fidèlement la géographie et s'orientent principalement vers les États-Unis.

² Par exemple, les pays de la *Caribbean Community* (CARICOM) réalisent 32% de la valeur de leurs exportations et 35% de celle de leurs importations avec les États-Unis, tandis que le commerce intra-CARICOM ne représente que 10% de leurs échanges. Source : CEPAL (2021), *International Trade Outlook for Latin America and the Caribbean 2020*, Santiago, United Nations, 179 p.

Si des flux réguliers de populations antillaises étaient déjà enregistrés vers ce pays dès le dernier tiers du XIXe siècle, la réforme de la législation migratoire de 1965 (*Immigration and Nationality Act Amendments*) constitue le véritable tournant de la réorientation de cette immigration. Elle abolit le système de quotas migratoire selon l'origine nationale, la catégorie raciale ou l'ascendance mis en place en 1924³ tout en dispensant l'immigration en provenance des Amériques – Caraïbe comprise – de la limite annuelle de 20 000 immigrants par pays. Dans le même temps, le regroupement familial des conjoints, enfants, et parents de citoyens étasuniens n'est pas sujet aux quotas d'entrée, disposition dont vont pleinement bénéficier les immigrants caribéens dans les décennies qui suivront. Suite à la réforme et jusqu'à nos jours, plus de 5 millions de migrants antillais se sont installés dans le pays (tableau 1).

Tableau 1.

Flux d'immigrants en provenance de la Caraïbe et du Monde aux États-Unis : 1950-2019

Période	Effectifs des immigrants caribéens	Effectifs de l'immigration totale aux États-Unis	Part de l'immigration caribéenne (%)
1950-1959	115 869	2 499 268	4.6
1960-1969	427 843	3 213 749	13.3
1970-1979	708 643	4 248 203	16.7
1980-1989	789 343	6 244 379	12.6
1990-1999	1 004 114	9 775 398	10.3
2000-2009	1 053 357	10 299 430	10.2
2010-2019	1 470 437	10 633 446	13.8

Source : U.S. Department of Homeland Security, Immigration Statistical Yearbook 2019: table 2.

1.2. Une métropolisation par vagues migratoires successives

La montée en puissance de l'immigration caribéenne au cours de la période contemporaine s'est réalisée à la faveur de liens historiques privilégiés et de proximité géographique, et d'une législation migratoire devenue favorable dans le contexte de lutte pour les droits civiques des années 1960. Elle s'est opérée dans le cadre de vagues successives correspondant chacune à l'émergence de nouvelles sources géographiques, dans un contexte d'approfondissement des liens politiques, économiques et culturels avec les États-Unis (Portes et Duany 2020).

La migration des Portoricains, citoyens étasuniens depuis 1917, a été le premier flux caribéen de grande ampleur vers les États-Unis. Les deux conflits mondiaux et les besoins de l'industrie nord-américaine dans l'entre-deux-guerres ont été ici des catalyseurs. L'île d'origine, annexée par Washington en 1898, est devenue un État libre associé aux États-Unis en 1948, suite à quoi l'émigration de plusieurs centaines de milliers de travailleurs a été institutionnellement

³ Cette législation discriminatoire avait considérablement limité les flux caribéens et latino-américains à destination des États-Unis entre 1924 et 1965, à l'exception de ceux issus de l'île étasunienne de Porto Rico et de ceux des réfugiés politiques cubains.

encouragée vers les centres industriels de la côte est. Il s'est alors agi de la première migration aérienne de masse de l'histoire (Grosfoguel, 2002). On estime à 5,8 millions l'effectif des originaires de Porto Rico aujourd'hui sur le continent, soit une population bien supérieure à celle de l'île, de 3,2 millions d'habitants.⁴ Le mouvement a été marqué par une forte métropolisation synonyme de concentration dans les grands centres manufacturiers de la Mègalopolis : principalement New York et le New Jersey, où vivent actuellement un million et demi d'originaires de l'île, mais aussi Philadelphie (390 000) et d'autres grandes villes comme Boston et Hartford. 200 000 d'entre eux résident également dans la région urbaine de Chicago. Tout en conservant ses fortes concentrations originelles dans le Nord-Est, la population s'est diffusée dans l'espace au fil des générations. Les métropoles de Floride sont aujourd'hui les destinations les plus dynamiques de cette migration (Orlando et Miami notamment), une tendance qui s'est accentuée après la destruction de l'île par l'ouragan Maria en 2017.

La migration cubaine est l'autre flux qui s'est déployé de manière précoce vers les États-Unis. Au cours des trois premières décennies ayant suivi son indépendance (1898), Cuba a été occupée militairement de manière quasi continue par Washington, qui a posé les jalons d'une inscription de l'île dans son orbite économique et diplomatique. Dans ce contexte, dès l'entre-deux-guerres, les flux migratoires de Cuba vers son voisin distant d'à peine une centaine de kilomètres ont connu une dynamique précoce. Dans les deux décennies antérieures à l'arrivée de Castro au pouvoir, dans le contexte de crises politiques récurrentes et de l'interventionnisme nord-américain, plus de 100 000 Cubains s'étaient déjà installés aux États-Unis. Les conséquences de la révolution socialiste, combinées à la législation migratoire de 1965 et au traitement de faveur dans l'accueil des réfugiés cubains, expliquent la forte progression de cette immigration à partir des années 1960. Depuis la promulgation du *Cuban Adjustment Act* en 1966, plus d'1,2 million d'entre eux ont pu immigrer légalement. 1,4 million de natifs de Cuba résident actuellement aux États-Unis, dont les deux-tiers dans l'aire métropolitaine de Miami-Fort Lauderdale. Leur migration a contribué à faire de Miami une métropole-interface entre les deux Amériques caractérisée par une forte latinité (Boswell 1994, Audebert 2000, Girault 2015, Jolivet 2015). La métropolisation et l'internationalisation de Miami sont consubstantiels de l'immigration du bassin caribéen.

A ces flux originels d'une ampleur remarquable se sont ajoutés les grandes vagues migratoires caribéennes développées à partir des années 1960. L'avènement de la dictature duvaliériste (1957-1986) et l'instabilité politique qui lui a succédé à partir des années 1980 ont constitué le terreau de l'émigration haïtienne, sur fond d'aggravation de la crise économique et environnementale et de diffusion de l'insécurité (Audebert 2012). En République dominicaine, l'émigration s'est développée dans un contexte complexe caractérisé par l'interventionnisme nord-américain, les dictatures conservatrices (Trujillo), les expropriations foncières, et la mise en place d'un modèle économique néo-libéral creusant les inégalités socio-spatiales. En Jamaïque, la crise économique et les fortes tensions urbaines sur fond de polarisation politique aigüe et d'injustice sociale ont joué de concert dans le développement de l'émigration (Thomas Hope 1992). Surtout, ces trois pays ont expérimenté une intégration poussée dans les réseaux économiques (échanges internationaux) et culturels (médias, artistiques, etc.) nord-américains, qui a rapidement réorienté les flux migratoires vers New York. Si l'orientation des mouvements migratoires jamaïcains et surtout haïtiens s'est ensuite diversifiée vers la Floride (Miami), celle des Dominicains se dirige toujours principalement

⁴ Source : US Census, American Community Survey 2019 1-Year Estimates Detailed Tables.

vers la *big apple*. 35% des 600 000 immigrants d'Haïti habitent dans le Grand Miami, et 30% dans le Grand New York, tandis que deux-tiers du million de Dominicains recensés demeurent concentrés dans la région métropolitaine de New York (US Census, *op.cit.*).

1.3. *Les champs migratoires transnationaux caribéens : un effet de proximité ?*

Les migrations caribéennes vers les États-Unis sont donc le produit des relations de proximité et interpénétrations régionales, dans le cadre desquelles les villes-interfaces de la façade atlantique ont joué un rôle croissant. Au sein du système migratoire mondialisé polarisé par les États-Unis, le rôle singulier du bassin caribéen réside précisément dans sa mitoyenneté et l'intimité de ses relations historiques – certes asymétriques – avec ce pays. C'est à partir de la fonction de « glacis de protection », d'« arrière-cour », puis de « méditerranée » étasunienne qui lui a été assignée par les géostratèges nord-américains héritiers de la doctrine de Monroe, que l'on peut comprendre la vigueur des courants migratoires contemporains entre les deux espaces. Les flux originaires de la Caraïbe ont représenté jusqu'à 17% du volume des migrants internationaux dans ce pays à certaines périodes (tableau 1). Davantage que de simples flux ou réseaux, ce sont en fait de véritables champs migratoires transnationaux qui ont été tissés.

Tandis que la fonction de capitale économique de la côte Est et de porte d'entrée maritime et aérienne majeure de New York a attiré les Caribéens tout au long du XXe siècle, Miami s'est progressivement affirmée dans la seconde moitié du siècle comme une interface logistique, marchande et culturelle incontournable entre les deux Amériques, qui en a fait une métropole caribéenne. D'autres villes ont occupé une place plus secondaire dans le dispositif, jouant de leurs atouts tant économiques et géopolitiques que culturels (Boston, Washington, Atlanta). Entre ces métropoles et les pays de la Caraïbe, des espaces transnationaux pérennes se sont structurés autour de la mobilité des migrants et d'une pluralité d'acteurs en mouvement (entrepreneurs transnationaux, religieux, artistes, étudiants, parents de migrants, etc.), dont les flux ont contribué à transformer l'environnement social, économique, culturel, voire politique des lieux pratiqués et investis. Dans le cadre de champs transnationaux évolutifs, les portes d'entrée migratoires qu'ont été les métropoles d'installation se sont muées en points d'appui locaux de la circulation et de la réversibilité de ces acteurs qualifiés de *Nuyoricans* à Porto Rico, *Diaspora* en Haïti, ou *Jamericans* en Jamaïque. L'emboîtement dynamique de ces champs à l'échelle d'un vaste espace associant les Antilles à l'Amérique du Nord a joué un rôle moteur dans la constitution du système migratoire caribéen.

II – Une pluralité de schémas socio-spatiaux caribéens aux États-Unis

A une échelle globale, la position intermédiaire des Caribéens dans la structure socio-économique et résidentielle étasunienne est autant le produit du capital social et culturel des immigrants que celui du mode de fonctionnement (opportunités, contraintes, lignes de fracture) et de la territorialisation des rapports sociaux (distance sociale et spatiale) de la société d'installation. Cependant, à une échelle plus fine, l'appréhension de cette position globalisante, à décliner en autant de situations qu'il y a de populations migrantes antillaises, n'a de sens que resituée dans la singularité des contextes locaux régionaux et métropolitains.

2.1. *Des positions intermédiaires dans la structure sociale étasunienne*

Le statut social médian plus avantageux des populations afro-caribéennes en comparaison de celui des Afro-étasuniens a longtemps été un sujet de discussion politique et académique passionné, avec pour présupposé que leur relative réussite était liée à de prétendus attributs culturels mettant l'accent sur le travail et caractérisés par une discipline et une ambition de migrants que n'auraient pas les natifs. De tels préjugés ont été confortés par d'autres perspectives s'intéressant aux relations avec les employeurs euro-américains, qui favoriseraient les premiers au détriment des seconds du fait des mêmes attributs culturels. Ces perspectives qui tendent à naturaliser et essentialiser l'immigration caribéenne, tout en justifiant par des arguments culturalistes le maintien de l'essentiel des Afro-étasuniens au bas de l'échelle sociale, omettent une caractéristique fondamentale des Caribéens : leur sélectivité migratoire en termes de capital social et éducatif (Logan et Deane 2003 ; Model 2008 ; Hamilton 2019).

Une observation de l'ensemble des contextes antillais de départ montre que les émigrants étaient davantage instruits et occupaient un statut socio-professionnel relativement favorable en comparaison de la population générale dans les îles d'origine. Ce ne sont généralement ni les plus pauvres, ni les plus défavorisés qui ont émigré (Thomas-Hope 1992). En outre, une part substantielle des nouveaux venus s'installent en Amérique du Nord pour prolonger leurs études⁵, ce qui conforte d'autant leur capital socio-éducatif. En dépit d'un niveau d'instruction moyen en-deçà de celui de la population générale étasunienne⁶, les immigrants caribéens occupent une position intermédiaire dans l'échelle socio-économique. Leur revenu individuel médian de 32 400 \$US en 2019, quoique très inférieur à celui de la majorité blanche non hispaniques (42 100 \$US), était comparable à celui de la population générale (35 700 \$US) et d'un tiers supérieur à celui des Afro-étasuniens (24 500 \$US).⁷ Il en était de même de leur indicateur de pauvreté individuel de 15%, en position médiane entre celui de la majorité blanche *anglo* (9%) et celui de la minorité noire locale (21%). S'ils révèlent les trajectoires divergentes entre noirs natifs et noirs immigrants, ces indicateurs appliqués à des catégories globalisantes masquent la grande diversité des situations migratoires antillaises. La position socio-économique des populations anglo-caribéennes (majoritairement jamaïcaines), proche de celle des Blancs non hispaniques, se distingue nettement de celles moins favorables des Haïtiens et Hispano-Caribéens.

2.2. L'émergence d'espaces résidentiels hybrides dans les interstices de la ségrégation urbaine

Les Caribéens ne s'installent pas dans des espaces neutres et indifférenciés. La diversité de leurs expériences locales reflète les nuances régionales de cet immense pays, façonnées par les héritages historiques et culturels locaux liés à la géographie économique et aux spécificités des relations raciales. La position intermédiaire des Caribéens et la diversité de leurs situations sociales s'incarne dans le territoire, et notamment dans l'espace résidentiel.

Dans les métropoles de la côte atlantique les accueillant en grand nombre, une constante remarquable est celle de l'émergence de marchés du logement distincts de ceux traditionnels fondés sur la *color line*. Dans les villes où la présence afro-caribéenne cohabite avec

⁵ En 2019, le pays a accueilli 43 000 étudiants ressortissants d'un pays de la Caraïbe insulaire, soit 38% de l'ensemble du volume des admissions temporaires de ces pays (touristes exclus). Source : Department of Homeland Security, *Statistical Yearbook 2019*, table 28.

⁶ 22% des immigrants caribéens ont l'équivalent d'un *bachelor's degree*, contre 33% de la population du pays d'installation, et 78% ont l'équivalent du bac contre 89% de la population totale étasunienne (87% des Afro-étasuniens). Source : US Census Bureau, 2019 ACS 1-year Estimates Detailed Tables.

⁷ Source : US Census Bureau, 2019 ACS, op. cit.

d'importantes populations noires étasuniennes, elle a dessiné des zones résidentielles hybrides inédites, aux frontières des quartiers noirs et blancs. A New York, ville postindustrielle cosmopolite ayant accueilli une remarquable variété de populations caribéennes dans l'industrie manufacturière puis l'économie de services, ces zones sont structurées autour des concentrations jamaïcaines et haïtiennes des quartiers Est de la *big apple* (Brooklyn, Queens), et portoricaine et dominicaine des quartiers Nord (Spanish Harlem, South Bronx). En Floride du Sud, elles se sont structurées autour des pôles haïtiens de North Miami et jamaïcains de Fort-Lauderdale (cartes 1 et 2). Elles participent à l'expansion des secteurs résidentiels noirs de manière générale, ces ménages immigrants issus de couches sociales moyennes acceptant de payer davantage pour résider dans des quartiers mixtes. Le même phénomène est aujourd'hui perceptible à Washington et Atlanta, pôles majeurs de développement des classes moyennes noires. Les flux migratoires antillais ont ainsi joué un rôle moteur dans l'accélération de la transition ethno-résidentielle des années 1980 et 1990 et l'émergence de « *black ethnoburbs* » ou « *brown subs* » dans ces métropoles.

Un autre phénomène déterminant dans la transformation des espaces urbains de la côte atlantique et directement lié à l'immigration caribéenne a été l'émergence de marchés immobiliers (résidentiels et commerciaux) hispano-antillais distincts de ceux des Noirs et des Blancs *anglos*, en particulier en Floride. A Miami, ce marché est désormais dominant et se déploie sur les deux-tiers de l'espace urbain. Entre 80% et 100% de ses résidents sont hispaniques. Il se structure autour d'une communauté cubaine forte de 700 000 personnes, de son économie d'« enclave » (Portes 2020) fondée sur un tissu de plus de 100 000 entreprises (Diaz-Briquetz 2004), et d'un espace résidentiel attirant les vagues migratoires plus récentes des pays centraméricains, andins et portoricains. Le territoire résidentiel hispanique organisé historiquement autour des centralités cubaines de Little Havana (dès les années 30) et Hialeah (années 60) s'est par la suite rapidement étendu pour intégrer les migrants des classes moyennes (Colombiens, Péruviens) dans ses banlieues aisées. Adjacent aux quartiers noirs de la ville, l'autre secteur résidentiel caribéen est structuré autour de la communauté haïtienne et des autres populations afro-antillaises de Little Haiti et North Miami (cartes 1, 2 et 3). A l'évidence, la caribéanisation plurielle de cette métropole demeure donc traversée par les lignes de fractures héritées de la ségrégation sudiste.

2.3. Différentiations socio-spatiales internes : effets de classe, effets de lieux

A une échelle plus fine que celle des catégories ethniques et raciales globalisantes, voire de l'origine géographique lorsque l'on se réfère au groupe « caribéen », des distances sociales et spatiales sont observables au sein des groupes migrants de même origine nationale. Elles sont riches d'enseignements sur l'histoire migratoire et l'organisation de la société étasunienne. La spatialisation des populations migrantes dans la ville est en partie le produit de l'évolution des relations entre les États-Unis et la société caribéenne d'origine, tant du point de vue de l'histoire géopolitique déjà mentionnée que de l'évolution de la politique migratoire. Elle est en même temps l'émanation de l'évolution politique et économique du pays d'origine qui induit celle du volume des flux et de leur composition sociale et démographique. Les deux échelles pertinentes d'observation de ce rapport évolutif à l'espace sont l'échelle nationale permettant les comparaisons entre les métropoles d'accueil, et l'aire métropolitaine au sein de laquelle peuvent être comparés les localités d'installation.

Dans le cadre de l'émigration haïtienne sous la dictature des Duvalier soutenue par Washington, les éléments précités ont produit des incidences différenciées sur les temporalités migratoires et le profil socio-économique des communautés de New York et de

Miami. Sous Duvalier Père (1957-1971), la répression ciblant initialement l'élite économique, professionnelle et intellectuelle a expliqué la surreprésentation des classes aisées et moyennes urbaines dans la composition des flux aériens vers New York. Au cours de cette vague initiale, 40 000 d'entre eux ont officiellement émigré et 123 000 sont entrés avec un visa temporaire (touristique).

Sous Duvalier Fils (1971-1986), le manque d'opportunités et les espoirs déçus de démocratisation ont prolongé l'émigration des couches moyennes urbaines vers le Nord-Est (New York, Boston). S'y est ajoutée l'émigration d'une population rurale pauvre et peu qualifiée par bateau vers la Floride, dans un contexte d'approfondissement de la crise démographique et d'extension de la répression macoutiste dans les campagnes (harcèlement sécuritaire, extorsions de terres, etc.). 114 000 Haïtiens ont alors officiellement émigré vers les États-Unis, auxquels se sont ajoutés 50 à 70 000 *boat people* vers Miami (Stepick 1998).

Ces flux aux temporalités et histoires migratoires divergentes ont façonné des communautés migrantes distinctes à New York et Miami, dont les profils sont encore marqués par cet héritage⁸ (Audebert 2012). La succession de vagues migratoires aux caractéristiques sociales distinctes tendant à complexifier les profils des communautés caribéennes est davantage la règle que l'exception. En Floride du Sud, les classes moyennes et professionnelles jamaïcaines fuyant la crise économique et la rhétorique socialiste du gouvernement Manley dans les années 1970 ont été rejointes par les couches populaires dans les années 1980. Aux prospères « *golden exiles* » cubains des années 1960 et 1970 ont succédé les *marielitos* de 1980, réfugiés issus des couches populaires de l'île et ostracisés par le régime. Le profil socio-économique et même politique de la communauté cubaine de Miami s'en est trouvé profondément transformé.

Les effets des dynamiques temporelles des flux sont notables dans la structuration socio-spatiale locale de ces populations migrantes et la diversification sociologique de leurs territoires dans la ville. Au sein du groupe haïtien de Miami, l'environnement social du quartier populaire historique de Little Haiti a peu en commun avec celui des quartiers aisés de Miramar-Pembroke Pines et Kendall (carte 1 et 3), surnommée « Duvalierville » par les émigrés haïtiens ayant combattu la dictature.⁹ Elle est un fidèle miroir du fossé économique, culturel et politique existant entre les strates sociales en Haïti. Les territoires cubains de Miami apparaissent tout autant diversifiés sociologiquement et révèlent les lignes de fracture entre les poches de concentration des *marielitos* de Hialeah et Little Havana (cartes 1 et 2) où le revenu médian des ménages ne dépasse pas 34 000 \$US, et celles des familles de *golden exiles* de Coral Gables-Kendall (93 000 \$US) ou Miami Lakes (71 000 \$US). Leur hétérogénéité socio-spatiale porte l'empreinte des vagues migratoires successives de Cuba, elles-mêmes intimement liées aux différentes phases de la guerre froide dans la région.

III – La présence caribéenne face à la catégorisation ethno-raciale aux États-Unis

⁸ 15% des Haïtiens de Miami vivaient en dessous du seuil de pauvreté, contre 8% de ceux de New York en 2019. Le revenu individuel médian des premiers était de 25 000 \$US, contre 40 000 \$US pour les seconds (US Census, *op. cit.*).

⁹ En 2000 déjà, le revenu médian des ménages haïtiens de Little Haiti, de 20 000 \$US ne représentait que la moitié de celui de leurs compatriotes à Miramar (43 100 \$US). Source : Brookings Institution Metropolitan Policy Program (2005), *The Haitian Community in Miami-Dade : A 'Growing the Middle-Class' Supplement*, Miami, 16 p.

Dans les métropoles d'installation, la pluralité de l'apport migratoire caribéen ne se cantonne pas à la diversité de ses origines géographiques et de ses schémas socio-spatiaux. Elle vient aussi complexifier le rapport à l'altérité de la société d'accueil, en contribuant à questionner les catégories ethniques et raciales. Les expériences migratoires observées portent à s'interroger sur les identités culturelles caribéennes en diaspora et sur la manière dont elles invitent à repenser les identités collectives de la société étasunienne.

3.1. Les fondements de la catégorisation ethno-raciale étasunienne

Au-delà du contexte esclavagiste qui l'avait vu naître et de la population « noire » à laquelle elle avait été initialement assignée, la mutation de l'imputation raciale en catégorie sociale s'est incarnée en un système de classification institutionnalisé progressivement étendu à l'ensemble des populations considérées comme non « blanches ». Héritage du darwinisme social pérennisé par les institutions et le recensement dès 1850, puis intériorisée par les individus, la catégorisation s'est fondée sur deux logiques : la racialisation des groupes minorisés noir, amérindien et asiatique ; et l'ethnisation des immigrants blancs non anglo-saxons et non protestants. Dans le prolongement de l'idéologie racaliste de la *one drop rule* assignant à la catégorie « noir » toute personne ayant une ascendance africaine sur sept générations, les mulâtres ont été considérés comme une déclinaison de cette catégorie. Legs historique de la tentative de racialisation des Mexicains et Portoricains dans l'entre-deux-guerres (1930) et du contexte de la lutte pour les droits civiques des années 60, la catégorie « hispanique » a été introduite ponctuellement dans le recensement en 1940, puis définitivement en 1970.

La classification du recensement actuel se fonde donc sur quatre catégories raciales – les Noirs ou Africains-Américains, les Blancs, les Amérindiens, et les Asiatiques et Insulaires du Pacifique – et une catégorie ethnoculturelle globalisante (*hispanics*) transcendant les assignations raciales. La mondialisation migratoire et la diversification de l'origine géographique des flux, notamment après la législation de 1965, ont accéléré la recomposition sociale et culturelle de la société étasunienne. Ces mutations ont mis en lumière de manière croissante les limites des catégories raciales et ethniques traditionnelles, comme en témoignent les expériences migratoires caribéennes.

3.2. Les Caribéens et la racialisation des rapports sociaux aux États-Unis

A travers les occupations militaires (Haïti), mises sous protectorat (Cuba), annexions et achats de territoires insulaires (Porto Rico, Îles Vierges), l'expansion impériale et coloniale nord-américaine dans la Caraïbe avait dès le premier tiers du XXe siècle mis à jour les antagonismes entre le modèle étasunien vertical et fragmenté de construction de l'altérité et celui de l'aire culturelle caribéenne fondé sur la créolisation. Dans des univers culturels patiemment élaborés, plusieurs siècles durant, par l'interpénétration horizontale d'apports culturels planétaires « équivalents en valeur » (Glissant 1996), les résistances ont été fortes aux tentatives d'imposition du nouvel ordre racial nord-américain. Les migrations caribéennes ultérieures vers les États-Unis vont constituer le second acte de cette co-présence.

Les Afro-Caribéens et les Afro-Étasuniens qui ont souvent en partage les mêmes quartiers, les mêmes discriminations et mêmes défis économiques et sociaux, entretiennent des relations ambivalentes de solidarité et compétition qui questionnent les catégories dominantes. Sur le marché de l'emploi, les travailleurs des deux groupes sont régulièrement en compétition pour les mêmes emplois dans les usines et l'économie de services au bas de l'échelle socio-économique. Dans le champ politique, ils luttent ensemble pour la mise en œuvre des droits

civiques, contre les violences policières et pour un accès équitable aux ressources et au pouvoir. Mais les préoccupations des immigrants caribéens d'une politique d'immigration plus favorable à leurs compatriotes, de *lobbying* diplomatique vis-à-vis des pays d'origine, et leurs impératifs de visibilité politique ne sont pas toujours partagés par le groupe noir majoritaire (Rogers 2006). En Floride et dans le Nord-Est du pays, l'émergence politique des Antillais se fait au détriment des édilités afro-étasuniennes.

La situation des Haïtiens de Miami constitue en soi un cas d'école. Dans le contexte culturel particulier de la métropole floridienne, ils constituent une triple minorité. Ils le sont en tant que population catégorisée comme noire, mais aussi en tant que non anglophones – ce qui les différencie des Noirs étasuniens et des noirs anglophones de la Caraïbe dont les enfants ont pour cadre normatif la culture *african american* – et en tant que non hispaniques dans une métropole où les Latinos constituent une majorité de fait (60% de la population). Par leur économie ethnique et leur poids démographique et politique, ils s'affirment aujourd'hui comme la seule population migrante dont la visibilité¹⁰ participe à relativiser la domination presque sans partage de la communauté cubaine (Audebert 2015). L'expansion de leur territoire électoral s'est faite aux dépens de celui des Noirs étasuniens, tant à l'échelle du gouvernement métropolitain de Miami-Dade qu'à celui des municipalités. L'élection du premier maire Haïtien d'une ville de plus de 50 000 habitants, North Miami, a déclenché de vives réactions xénophobes de la part du camp adverse afro-étasunien en 2001, et l'accession au pouvoir du premier élu haïtien au Conseil métropolitain de Miami-Dade en 2010 (Jean Monestime) s'est réalisée au prix de l'éviction de l'un des trois élus afro-étasuniens (William Rolle) sur fond de tensions ethniques. Un autre impensé de la catégorisation ethno-raciale étasunienne réside dans l'invisibilité des Indo-Caribéens du Guyana et de Trinidad majoritairement installés à New York.¹¹ Ils ne se reconnaissent ni dans les catégories « *Asian* » ou « *Indian ancestry* », ni dans celle des Afro-Caribéens à laquelle ils sont assignés par les institutions de la société d'installation sur la base de leur origine nationale.

3.3. *L'immigration caribéenne et la diversification de la catégorie « hispaniques »*

Quoique les représentations populaires tendent à associer cette catégorie à celle des Mexicains, l'hispanisation de la société (18,5% de la population) et du territoire des États-Unis est en réalité muée par une double dynamique : celle d'une mexicanisation qui concerne au premier chef le Sud-Ouest du pays et la façade pacifique (Texas, Californie, etc.), et celle plus modeste d'une caribéanisation à l'œuvre sur la façade atlantique (Floride et New York). En Floride, les Cubains sont au cœur de ce mouvement démographique dans l'aire métropolitaine de Miami, tandis que les Portoricains le sont dans les métropoles du nord de l'État (Orlando, Tampa, Jacksonville). Dans la Mégapolis, les Portoricains sont à l'origine du processus depuis un siècle dans le chapelet de villes post-industrielles de Philadelphie à Boston. Les apports migratoires importants de Dominicains depuis deux générations à New York et en Nouvelle-Angleterre tendent à diversifier l'hispano-caribéanité. Les 10,3 millions d'Hispano-Antillais représentent 17% de l'ensemble des Hispaniques du pays¹², et la diversité

¹⁰ Au début des années 2000, les Haïtiens ont été reconnus par les institutions comme une communauté d'intérêts, ce qui leur donne accès à certains droits spécifiques. La langue créole est notamment devenue l'une des trois langues officielles du comté (administration, élections, etc.), aux côtés de l'anglais et de l'espagnol.

¹¹ Au Guyana et à Trinidad, les Indo-descendants autodéclarés représentent respectivement 60% et 44% des populations locales, métis inclus. Sources : Guyana Bureau of Statistics, 2012 Population and Housing; 2011 Population and Housing Census Report, Trinidad-and-Tobago.

¹² Source : US Census Bureau, 2019 ACS 1-year Estimates Detailed Tables.

de leurs expériences migratoires et de leur rapport au territoire rappelle que la catégorie « *hispaniques* » n'est pas plus homogène que ne le sont les catégories raciales institutionnelles.

La formation de la communauté ethnique portoricaine est liée aux conditions spécifiques de sa migration au XXe siècle. Elle se distingue des autres migrations hispano-caribéennes par sa précocité et sa qualité de flux interne ininterrompu depuis le Jones Act (1917) ayant octroyé la citoyenneté étasunienne aux Portoricains. Dès l'entre-deux-guerres, les défis de l'intégration auxquels elle est confrontée à New York la pousse à se doter d'institutions communautaires. Une autre spécificité est le caractère aérien massif de la migration après-guerre (1946-1970) du fait de son organisation par les institutions étasuniennes et sa prolétarianisation dans les grands centres industriels du nord-est du pays. Objet de stéréotypes négatifs, d'une discrimination généralisée et d'une forte concentration spatiale dans les quartiers défavorisés, la minorisation du groupe s'accompagne d'un processus ancien de racialisation qui a des incidences sur leur auto-identification : alors que 66% de la population de l'île d'origine se considère comme blanche et 5% d'ascendance mixte, seulement 53% des Portoricains du continent se revendiquent de la catégorie « blanc » et surtout 28% d'entre eux revendiquent une appartenance autre que celle des catégories raciales classiques (*some other race*).¹³

Cette perspective face aux catégories raciales diverge nettement de celle des Cubains de Miami, dont la présence a été construite par Washington comme une « vitrine » du capitalisme dans un contexte de Guerre froide (Grosfoguel 1994), et qui s'efforcent de maintenir une distance sociale et résidentielle vis-à-vis des populations noires de la ville. 85% d'entre eux se revendiquent comme « blancs », et seulement 6% de la catégorie *other race* et 4% d'une ascendance mixte. Enfin, les Dominicains de New York et Boston construisent une identité culturelle entre hispanité et négritude. En effet, le récit national dominicain, fondé sur une hispanité construite en opposition à la négritude de la voisine Haïti, est mis à mal dans le contexte étasunien par l'expérience de racialisation et d'amalgame à la catégorie noire. Le malaise face au système de catégorisation ethno-raciale de la société d'accueil est perceptible dans le fait que la majorité des Dominicains se revendique de la catégorie *some other race* (46%) ou d'une ascendance mixte (10%).¹⁴

Conclusion

La migration caribéenne aux États-Unis puise ses racines dans des relations historiques denses et asymétriques entre les deux espaces. C'est là un de ses traits distinctifs quand on la compare à d'autres flux d'immigration dans ce pays. La proximité géographique et la vigueur des interpénétrations géopolitiques, économiques et culturelles a dessiné un système migratoire cohérent et stable à l'échelle sous-continentale, articulé autour d'une poignée de métropoles globales de la façade atlantique, et qui explique la position en bonne place de la Caraïbe dans la hiérarchie des origines de l'immigration contemporaine aux États-Unis.

Pour cette raison, à la différence des autres espaces de destination de la migration antillaise, ce n'est pas une mais plusieurs Caraïbes qui se présentent à l'analyse de l'observateur dans la société étasunienne. Quoiqu'issus d'une même matrice antillaise, Hispano-Caribéens,

¹³ Source : U.S. Census, 2010 Census of Population and Housing.

¹⁴ Source : U.S. Census, *op. cit.*

Anglo-Caribéens, et Haïtiens jouent chacun leur partition culturelle, économique et politique dans un éventail de plus en plus varié d'espaces métropolitains. Ils donnent à voir une diversité de dynamiques socio-spatiales qui, chacune à leur manière, et du global au local, permettent de lire la complexité des transformations sociétales à l'œuvre aux États-Unis.

A l'échelle du pays, leur expérience sociale et culturelle au quotidien révèle en creux à la fois l'opérationnalité et les limites des catégorisations ethniques et raciales dominantes et validées par les institutions de la société d'installation. A la différence de la communauté afro-étasunienne, le groupe haïtien n'est pas seulement une minorité raciale mais une triple minorité culturelle, allochtone et raciale, dont la dynamique sociale et les intérêts politiques sont spécifiques. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les fortes tensions entre Afro-étasuniens et Haïtiens dans l'arène politique et sur le marché du travail à Miami. Au-delà de la catégorie hispanique, le groupe portoricain n'est pas seulement la minorité ethno-culturelle régulièrement dépeinte, mais aussi et surtout une minorité coloniale racisée principalement constituée de générations suivantes. Ces dernières demeurent globalement au bas de l'échelle socio-économique, un siècle après l'initiation de l'épopée migratoire de leurs ascendants. Leur expérience tranche ainsi avec celle des Cubains de Miami.

A l'échelle des métropoles, les expériences caribéennes révèlent les particularités des dynamiques de chaque contexte local d'installation. Si les grandes vagues migratoires portoricaines, jamaïcaines et haïtiennes du XX^{ème} siècle à New York ont contribué à prolonger sa fonction de pôle manufacturier, celles des Cubains et des Haïtiens à Miami dans le dernier tiers du siècle se sont inscrites dans le mouvement postindustriel de déplacement du centre de gravité démo-économique vers les nouvelles interfaces mondialisées du Sud et de l'Ouest du pays. L'expérience des concentrations caribéennes secondaires d'Atlanta et de Washington s'inscrit dans la dynamique générale d'émergence des classes moyennes noires (affaires publiques à Washington, secteur privé à Atlanta) que connaissent ces villes depuis les années 1970. A l'échelle infra-métropolitaine, ces expériences dévoilent les trajectoires sociales différenciées de chaque groupe national qui s'incarnent dans l'espace, ainsi que les fragmentations socio-économiques au sein de ces groupes (cartes 2 et 3).

Bibliographie

Audebert, Cédric, 2000, « Miami, porte d'entrée de la Caraïbe aux États-Unis », in Maurice Burac et André Calmont (dir.), *La question de la terre dans les colonies et départements français d'Amérique*, Paris : coll. Terres d'Amérique, Géode/Karthala, pp. 375-418.

Audebert, Cédric, 2006, *L'insertion socio-spatiale des Haïtiens à Miami*, Paris : Coll. Populations, L'Harmattan, 301 p.

Audebert, Cédric, 2012, *La diaspora haïtienne : territoires migratoires et réseaux transnationaux*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, collection Géographie Sociale, 196 p.

Audebert, 2015, « Miami, métropole-carrefour des Amériques. Réflexions à partir de l'expérience migratoire haïtienne », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 96-97, pp. 105-121.

Audebert, Cédric, 2022, « La Caraïbe, un espace géostratégique au cœur des enjeux de la mondialisation », *Annuaire Français des Relations Internationales*, Vol. XXIII, pp. 329-342.

Baby-Colin, Virginie, 2017, « Nation, immigration et question identitaire aux États-Unis » in Musset, Alain et Jean-Yves Piboubès (dir.), *Géopolitique des Amériques*, Paris, Nathan, pp. 329-345.

Boswell, Thomas, 1994, *The Cubanization and Hispanicization of Metropolitan Miami*, Miami: Cuban American National Council.

Brookings Institution Metropolitan Policy Program, 2005, *The Haitian Community in Miami-Dade : A 'Growing the Middle-Class' Supplement*, Miami, 16 p.

CEPAL (2021), *International Trade Outlook for Latin America and the Caribbean 2020*, Santiago, United Nations, 179 p.

Diaz-Briquetz, 2004, « The Evolution and Characteristics of Cuban-Owned Firms in the United States », *Cuban Studies*, vol. 35, pp. 87-104.

Ghorra-Gobin, Cynthia, 2000, *Les États-Unis entre local et global*, Paris, Presses de Sciences Po.

Ghorra-Gobin, Cynthia, 2003, *Villes et sociétés urbaines aux États-Unis*, Paris : Colin, Collection U, 192 p.

Girault, Christian, 2015, « La métropole de Miami. Dynamiques de croissance et projection régionale et mondiale », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 96-97, pp. 39-62.

Glissant, Edouard, 1996, *Introduction à une poétique du Divers*, Paris, Gallimard, 160 p.

Grosfoguel, Ramon, 1994, « World Cities in the Caribbean: The Rise of Miami and San Juan », *Review*, vol. 17, n° 3, pp. 351-381.

Grosfoguel, Ramon, 2002, « La problématique intégration des Portoricains aux États-Unis », *Hommes & Migrations*, n° 1237, pp. 91-100.

Hamilton, Tod G., 2019, *Immigration and the Remaking of Black America*, New York, Russell Sage Foundation, 314 p.

Jolivet, Violaine, 2015, *Miami la Cubaine : Géographie d'une ville-carrefour entre les Amériques*, Presses Universitaires de Rennes, 282 p.

Lacorne, Denis (dir.), 2006, *Les États-Unis*, Paris : Fayard, 678 p.

Leriche, Frédéric, 2016, *Les États-Unis : Géographie d'une grande puissance*, Paris, Armand Colin, 320 p.

Logan, John et Glenn Deane, 2003, *Black Diversity in Metropolitan America*, State University of New York at Albany, Lewis Mumford Center, 13 p.

Model, Suzanne, 2008, *West Indian Immigrants. A Black Success Story?*, New York, Russell Sage Foundation, 256 p.

Nijman, Jan, 2000, « The Paradigmatic City », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 90, n°1, pp. 135-145.

Portes, Alejandro et Alex Stepick, 1993, *City on the Edge: The Transformation of Miami*, Los Angeles and Berkeley: University of California Press, 304 p.

Portes, Alejandro et Rubén G. Rumbaut, 2014, *Immigrant America : A Portrait*, Berkeley, University of California Press.

Portes, Alejandro, Jorge Duany, Mayes April, Yolanda Martinez-San Miguel, 2020, *Caribbean Migrations: The Legacies of Colonialism*, Rutgers University Press.

Portes, Alejandro, 2020, « Une enclave scindée. L'évolution économique des populations cubaines et cubano-américaines de Miami », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 117, pp. 41-65.

Rogers, Reuel, 2006, *Afro-Caribbean Immigrants and the Politics of Incorporation: Ethnicity, Exception, or Exit*, Cambridge: Cambridge University Press, 318 p.

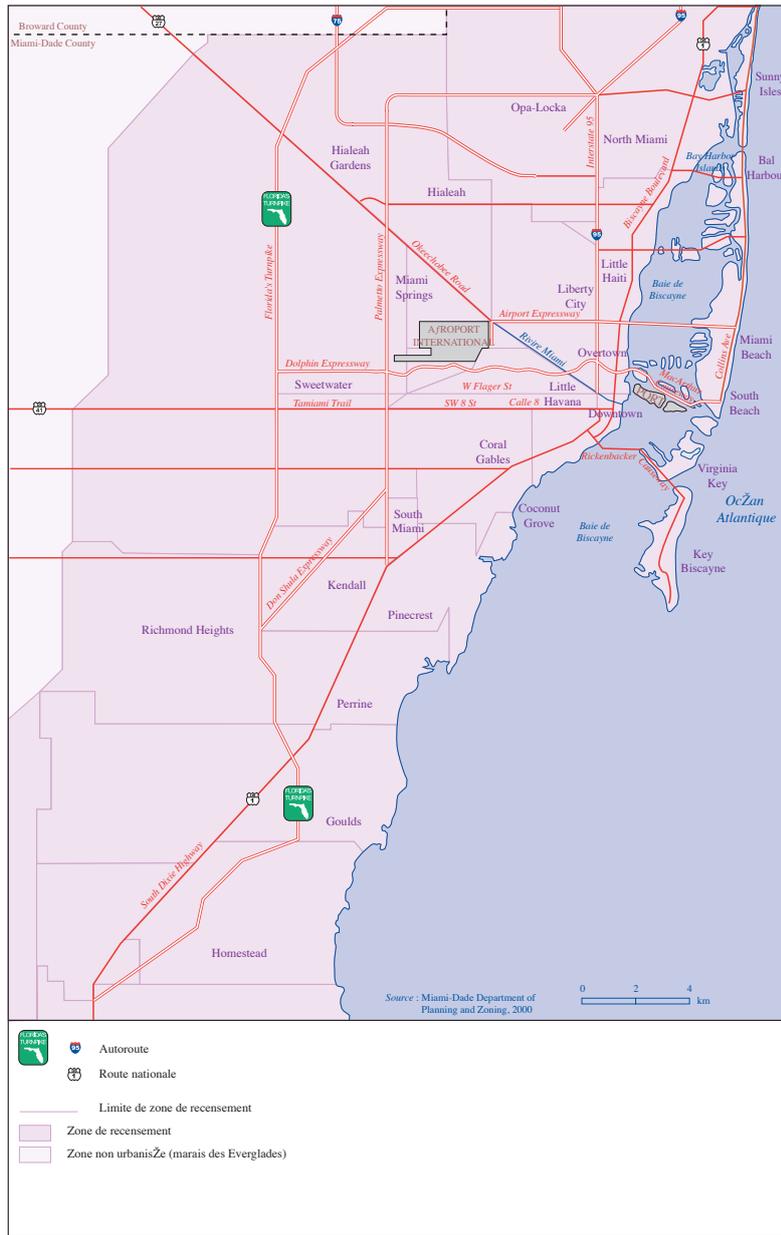
Stepick, Alex, 1998, *Pride Against Prejudice: Haitians in the United States*, Boston, Allyn & Bacon, 134 p.

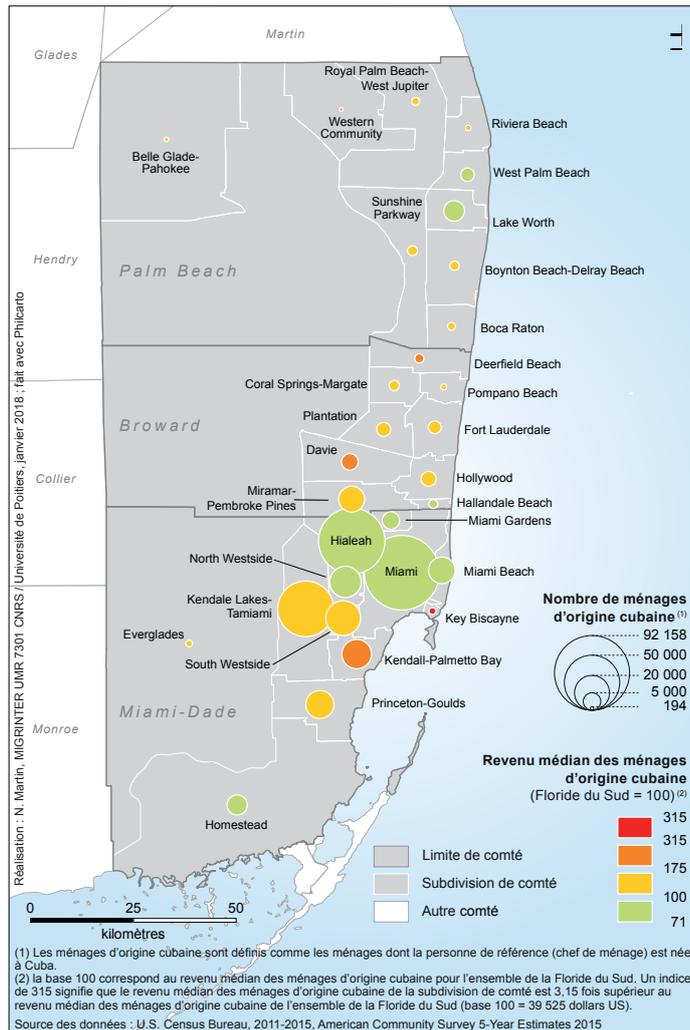
Thomas-Hope, Elisabeth, 1992, *Explanation in Caribbean Migration: Perception and Image. Jamaica, Barbados, St. Vincent*, Basingstoke, MacMillan Caribbean, 184 p.

U.S. Department of Homeland Security, 2019, *Immigration Statistical Yearbook 2019*, Washington: Office of Immigration Statistics.

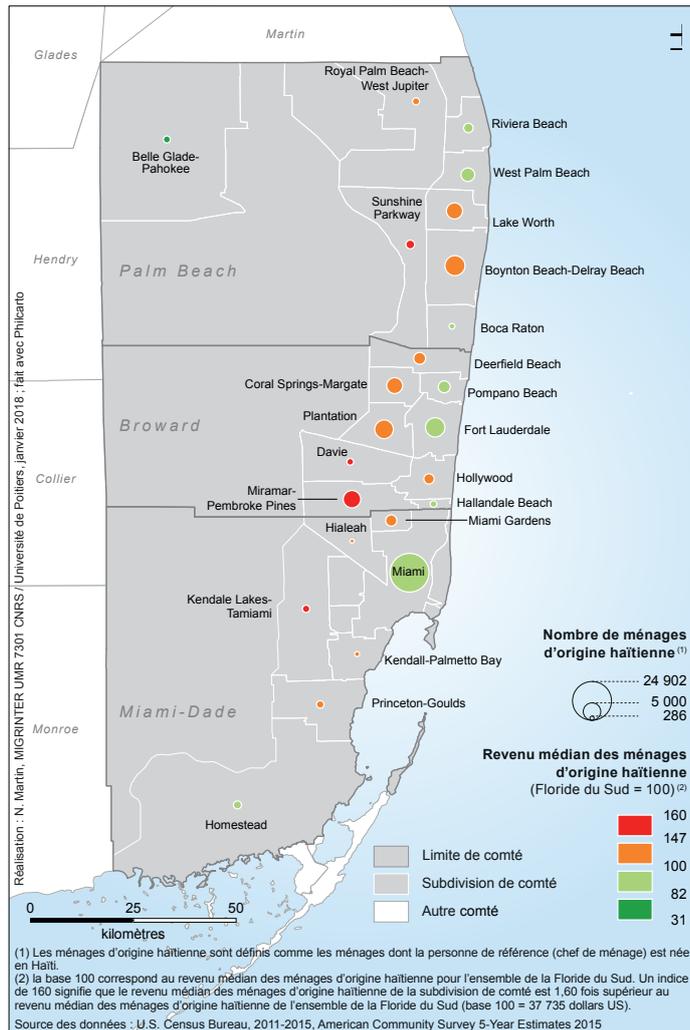
Cf. documents cartographiques en *infra* (pages suivantes)

Carte 1. Les localités du comté de Miami-Dade





carte 2 : Revenu médian des ménages d'origine cubaine, par subdivision de comté en Floride du Sud (2015)



carte 3 : Revenu médian des ménages d'origine haïtienne, par subdivision de comté en Floride du Sud (2015)